

## 20.

### À quoi servent les économistes ?

*La question est légitime, dans un contexte où bon nombre d'économistes - mais pas tous - ont « raté » la crise financière. Myopie face à des fonctionnements de marché jugés stabilisants, lorsqu'ils se sont révélés ex post de formidables amplificateurs et canaux de transmission, difficulté à penser l'interaction entre le financier et l'économie réelle, proximité parfois trop grande avec les institutions financières, voire les États.*

*Plutôt que de revisiter les échecs passés fût-ce dans une perspective de « psychothérapie collective », l'objectif de cette session est de débattre de manière plus prospective : comment les économistes peuvent-ils être utiles ? Que devons-nous chercher à mieux comprendre ? Les économistes sont-ils des chercheurs, des conseillers, des experts ? Quelles sont leurs responsabilités dans chacune de ces postures ? Quelles sont les interactions nécessaires des économistes entre eux, et avec les autres ? Quel rôle pour les institutions multilatérales en charge de la surveillance de l'économie mondiale ?*

#### Contribution du Cercle des économistes

Claire Waysand

#### Témoignages

Michel Aglietta • José Cordoba • Lars Heikenstein • Maxime Jadot  
Christopher Potts • Tomáš Sedláček • Nassim Nicholas Taleb • Rintaro Tamaki

#### Modérateur

Philippe Escande

## À quoi servent les économistes ?

 Claire Waysand

Le sujet reste d'actualité, tant la profession n'a pas su, à quelques exceptions près, voir venir la crise économique actuelle. Rater la crise la plus grave depuis des décennies, en terme de perte de PIB mondial et de souffrances sociales qui l'accompagnent, est une bonne leçon d'humilité pour les économistes que nous sommes; ce doit être aussi l'occasion de mieux comprendre nos insuffisances et surtout de chercher à y remédier. Les économistes n'ont certainement pas le pouvoir d'éviter toutes les crises – et les crises qu'ils aident à éviter ne se matérialisant pas, leur succès ne peut être mesuré à cette aune. Ils doivent néanmoins chercher à comprendre l'accumulation des risques, les enchaînements qui peuvent se produire, et ont le devoir d'alerter.

Très loin d'épuiser le sujet, je me limiterai à trois remarques qui s'appuient sur mes expériences d'économiste – en France, à l'INSEE puis à la direction générale du Trésor, ainsi qu'au Fonds monétaire international (FMI), de 2009 à 2012. J'y ai notamment eu la chance de conduire la Revue triennale de la surveillance de 2011<sup>1</sup>, une évaluation de la surveillance de l'économie mondiale conduite par le FMI entre 2008 et 2011.

### ■ Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain...

Le cadre de pensée de l'économiste est souvent utile. Outre l'intérêt d'évaluations rigoureuses, les raisonnements que fait l'économiste se doivent d'être bouclés, ses recommandations sur les choix de politique économique de reposer sur des analyses coûts-bénéfices. Par exemple, analyser l'intérêt d'une mesure de soutien à tel ou tel agent économique, ou d'une dépense d'argent

---

1. Voir [www.imf.org/external/np/spr/triennial/index.htm](http://www.imf.org/external/np/spr/triennial/index.htm)

public plus largement, doit à la fois prendre en compte l'effet induit, mais également le coût de la ressource, puisque l'argent ainsi dépensé devra être financé par des prélèvements pesant sur un autre agent, voire sur le même. De même, en matière d'évaluation de projet d'investissement public, le recours à une analyse socio-économique permet non pas de s'abstraire des préférences collectives mais au contraire d'en expliciter la traduction, qui risquerait d'être plus opaque dans une pure analyse multi critères.

■ **Les économistes doivent reconnaître leurs limites et chercher à les faire reculer**

Mais l'économiste butte parfois sur de vraies difficultés. La science économique décrit des comportements et des effets types, en faisant appel à des estimations économétriques qui reposent sur des effets moyens observés sur une période passée.

Dans des situations atypiques, la prévision et l'analyse deviennent plus difficiles, à court terme<sup>2</sup> mais aussi à moyen terme. Une forte incertitude existe ainsi sur le chemin de croissance des années à venir: la richesse nationale retrouvera-t-elle le niveau et la dynamique qu'elle aurait eus sans la crise, divergera-t-elle durablement par le bas, en niveau et taux de croissance, ou bien l'économie aura-t-elle subi une perte de richesse en niveau avec un rattrapage du rythme de croissance antérieur... ? La même incertitude, et elle est liée, existe sur la productivité du travail et donc sur le contenu de la croissance en emploi après la crise. L'économiste peut faire des hypothèses mais seule l'observation lui permettra de trancher, *ex post*, de manière certaine.

L'économiste peut aussi faire face à un manque de données. Les actifs du *shadow banking sector* représenteraient ainsi de l'ordre de la moitié pour les actifs bancaires dans la zone euro et seraient commensurables à la taille des actifs du secteur bancaire aux États-Unis<sup>3</sup>. Améliorer l'accès à ces données est donc nécessaire pour mieux comprendre les liens financiers et reconnaître que le manque peut aider à faire progresser la conscience d'un besoin accru d'information. L'économiste doit donc parfois savoir, et reconnaître, qu'il ne sait pas, faire part des marges d'incertitude, des hypothèses qu'il formule, et être attentif aux débats dans la profession, qui peuvent bousculer ses manières de penser.

■ **La crise a mis en lumière que les économistes doivent réussir à mieux penser l'interaction entre les mondes économique et financier**

Certaines des vulnérabilités pré-crise ont été détectées. Mais tant la crise des *subprimes*, la crise islandaise, celle de l'immobilier britannique que celles des

2. Voir par exemple « Incertitude conjoncturelle : comment la mesurer », *Trésor-éco*, numéro 111, avril 2013 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/File/383819>

3. Bakk-Simon et al. (2012), "Shadow banking in the Euro area: an overview", *ECB Occasional paper* 133, avril; *Trésor éco*, numéro 113, mai 2013, « Système bancaire parallèle aux États-Unis : évolution et enjeux économiques », <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/386684>

## 20. À quoi servent les économistes ?

pays en déséquilibre dans la zone euro ont été insuffisamment appréhendées dans leur ensemble.

### *Les subprimes*

Le caractère déséquilibré de la croissance américaine était pointé par de nombreux observateurs. Mais identifier ex ante une bulle et plus encore prévoir le moment de son éclatement est difficile (même si, assez tôt, des estimations ont été faites de la surévaluation sur le marché immobilier<sup>4</sup>). Plus encore, les économistes, et plus largement la communauté internationale, ont eu du mal à comprendre que ce qui était présenté comme une efficace dispersion du risque financier associé (la titrisation, avec un modèle *originate to distribute* dans lequel l'originateur du prêt ne conservait pas le risque et n'avait donc que peu d'attention à sa qualité intrinsèque) se transformerait en formidable canal de transmission une fois la crise venue.

### *Les courants dans certains pays de la zone euro*

Les déficits, émanant de pays à PIB/habitant plus faible, et les flux de capitaux venant les financer des pays plus avancés, ont initialement été largement vus comme des phénomènes souhaitables, cohérents avec le rattrapage des économies les moins avancées. Le caractère excessif de certains déficits courants et des financements associés, notamment lorsqu'ils n'étaient pas liés à des perspectives de productivité et de rendements plus importants, l'excès d'endettement de certains agents économiques<sup>5</sup>, n'ont été compris qu'avec le temps. Les mécanismes de transmission également : le risque de déstabilisation des secteurs financiers dans les économies affectées par ces déséquilibres, les tensions sur l'État souverain dès lors qu'il s'en porterait garant, le besoin de rompre ce lien vicieux, l'interdépendance des économies<sup>6</sup> dans la zone euro et le besoin d'institutions cohérentes avec cette interdépendance.

La compréhension collective progresse – en témoignent notamment les avancées sur la refonte de la zone euro et sur l'Union bancaire en Europe ; les économistes y prennent leur part.

4. Voir par exemple Sorbe (2008), "Éclatement de la bulle sur le marché immobilier américain", Trésor-éco 40. <http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326883>

5. Voir par exemple Commission européenne (2006), "Widening current account differences within the euro area", *Quarterly report on the euro area*, volume 5 et Guyon (2007), Faut-il s'inquiéter des déséquilibres de balances courantes en Union monétaire, Trésor-éco 20.

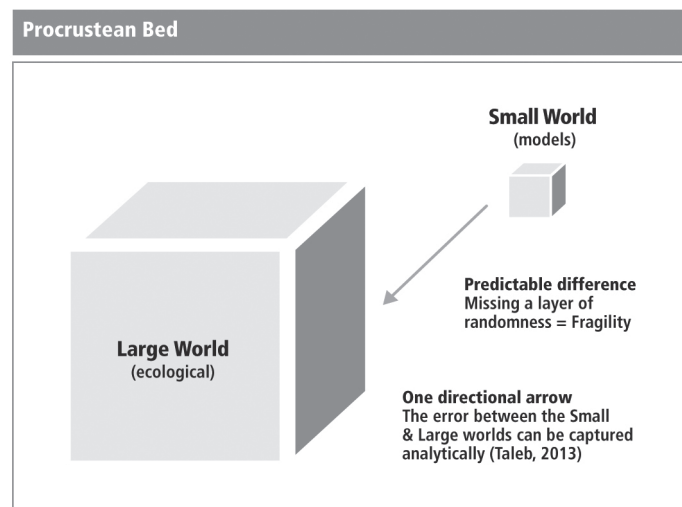
6. Waysand, Ross et de Guzman (2010), *European Financial Linkages: a New Look at Imbalances*.

## Petit monde et grand monde

**Nassim Nicholas Taleb**

Université de New York

Me croirez-vous si je vous dis que je travaille depuis à peu près 25 ans sur le schéma ci-dessous !



Vous avez un petit monde et un grand monde, le vrai monde. Ce dernier a beaucoup plus de désordre que le petit monde. Il y a certaines choses qui se traduisent du petit monde au grand monde. Il y a certaines choses qui ne se traduisent pas. Je vais donc vous présenter ma problématique et ensuite les problèmes que l'on devrait régler et les erreurs que nous commettons.

Dans mes travaux, j'ai distingué trois classes d'économistes. La première s'appelle – malheureusement – *fragilista* qui vient bien sûr de

«fragiliser»: c'est comme si vous n'alliez pas chez un médecin antique, parce que la probabilité de survivre à la maladie est bien meilleure que si vous y alliez. C'est en fait l'iatrogénèse<sup>7</sup>, en latin *non nocere* (ne pas nuire). J'appelle *fragilista* les économistes qui font plus de mal que de bien. En général, il y en a 13 qui ont eu ce qu'on appelle le Nobel, des gens qui vous donnent des méthodes qui augmentent le risque. Nous en reparlerons.

La deuxième catégorie est celle des gens du milieu. Ils ne font ni de mal, ni de bien. Ce sont donc des gens respectables. Et il n'est pas impossible qu'un jour, il en sorte du bien. *Harmless*, mais avec potentiel. La troisième catégorie est bien évidemment celle des gens qui aident notre société à éviter des risques. Malheureusement, ils ne font pas partie de l'establishment.

Je commence donc un peu mon histoire avec ma dernière crise de nerfs. J'étais en Corée à la fin de l'année 2009. Vous savez que j'ai eu des moments difficiles dans ma vie car, lorsque je parlais des risques des marchés, les gens ne comprenaient pas. La crise de nerfs a été causée par une personnalité du FMI qui est montée à la tribune pour présenter en quelques minutes les prévisions du Fonds monétaire pour les années 2010, 2011, 2012, jusqu'à 2015. Je suis entré dans un état de rage totale et j'ai posé la question de savoir quelles avaient été les prévisions du FMI pour 2007, 2008 et 2009 en 2000, 2001 !

Le premier problème à côté duquel la plupart des gens passent, relève de la statistique : si au poids des 500 étudiants qui peuplent un amphithéâtre, on ajoute celui de la plus grosse personne du monde cela ne va guère modifier la moyenne, de l'ordre de 1%. *A fortiori* si le calcul porte sur 5 000 personnes +1. Donc les observations extrêmes n'ont aucun effet sur des choses telles que le poids.

Maintenant, passons du monde physique à celui de l'économie, et regardons le patrimoine. Nous sommes toujours 500 personnes dans cet amphithéâtre. On introduit l'homme le plus riche du monde. Est-ce qu'il va représenter 1% du total ? Non. Le problème, c'est que l'extrême domine dans toute variable économique. Moins de 1% des sociétés ont généré la moitié des rendements. Vous avez je ne sais combien d'écrivains sur la planète. Moins d'un pour cent d'entre eux génère 90% des revenus. Cela s'accélère avec la complexité et avec la globalisation. C'est ce qu'on appelle le *winner-take-all effect*. Le gagnant prend tout. C'est l'effet numéro 1. Donc, tous les outils que vous utilisez en statistiques basés sur des méthodes classiques ne servent à rien, sauf à augmenter votre risque.

Il y a de grands économistes qui ont dit que le vrai monde avait beaucoup de propriétés qu'on ne voit pas du petit monde. Herb Simmon

7. Traduction littérale de l'origine grecque: «provoqué par le médecin».

est peut-être le plus grand économiste de tous les temps, en tout cas à mes yeux ; il a compris que nous travaillions dans un monde d'opacité et qu'il fallait trouver de petites règles d'épiciers pour survivre. Le deuxième qui ait mis cette problématique en exergue, c'est Hayek. Rien des travaux de ces gens n'est rentré complètement dans l'establishment. Ils sont dans les marginaux. D'ailleurs, combien d'étudiants les ont étudiés ? Ils ont parlé du grand monde, de la différence entre le monde écologique et le petit monde.

► **La problématique du bois vert**

Le meilleur livre de finance que je connaisse *What I learned Losing a Million Dollars*<sup>8</sup>. L'auteur du livre, trader spécialisé dans quelque chose qui s'appelle le bois vert, connaissait tout du sujet : statistiques, théories, flots, etc. Un jour, le plus grand marchand de bois vert du monde lui a rendu visite et il s'est rendu compte que ce trader là ne savait pas que le bois vert n'était pas du bois peint en vert : il y a ainsi des choses du vrai monde qu'on ne voit pas du petit monde et il y a une logique interne du monde que l'on ne voit que quand on est praticien. C'est la problématique du bois vert, ou la problématique *Fat Tony*, du nom d'un personnage de mon livre et qui s'en va tenir une discussion avec Socrate sur les choses qu'on voit et les choses que l'on ne voit pas, mais qui sont importantes, rigoureuses, et qu'il faut connaître.

► **Fat Tony et le risque**

Les modèles économiques continueront à ne pas bien fonctionner parce que ceux qui font des erreurs ne sont pas ceux qui en payent le prix. C'est comme la banque. Les banquiers font de l'argent quand les affaires marchent, dans le cas contraire, c'est nous qui payons. Là, il y a la règle de *Fat Tony*. Le risque de *Fat Tony* est de monter dans un avion uniquement quand le pilote est à bord. On ne se demande pas pourquoi il y a eu 20 millions de décollages aux États-Unis en 3 ans et demi, et exactement le même nombre d'atterrissages d'avions de ligne. Pourquoi ? Parce que le pilote est à bord. C'est une idée centrale.

Je conclurai ainsi : la meilleure lettre que j'ai reçue est celle d'un monsieur qui me demandait comment cela se faisait qu'il comprenait mes livres, qui étaient pour lui tellement limpides, alors qu'il n'avait reçu aucune éducation, (beaucoup de gens très éduqués ne comprennent pas mes livres). À la fin

---

8. Jim Paul, Brendan Moynihan, Columbia University Press, avril 2013. Le livre raconte l'ascension fulgurante de Jim Paul qui, parti d'une petite ville du Kentucky est devenu en un temps record gouverneur de la Bourse du Commerce de Chicago et a perdu son poste, sa réputation et toute sa fortune en une seule décision d'investissement boursier.

## 20. À quoi servent les économistes ?

de sa lettre, il a signé et il m'a expliqué qu'il était pompier. J'ai tout compris. Il y a en effet une certaine classe de risques qui fait qu'il n'est pas possible de rationaliser ce genre de choses. Dans mon nouveau livre, je propose des heuristiques très simples pour installer des règles de pénalités dans tous les domaines. N'oubliez pas une chose très importante : si je vous demande d'écrire les quatre derniers chiffres de votre numéro de sécurité sociale, et que je vous demande ensuite de prendre des risques, les chiffres seront plus corrélés que si je vous posais des questions à l'inverse. Quelqu'un qui possède une mesure de risque prend beaucoup plus de risques que quelqu'un qui n'en a pas.



# Les économistes, l'éthique et la justice sociale

**Michel Aglietta**

Université Paris Ouest Nanterre et Cepii

John Kenneth Galbraith, qui avait beaucoup d'humour, avait déjà donné une réponse au thème de notre session : « La science économique est d'une extrême utilité parce qu'elle fournit des emplois aux économistes. » Il est vrai, comme le rappelle l'économiste coréen Ha-Joon Chang, qu'on n'a pas nécessairement besoin de bons économistes pour mener une bonne politique économique. Les pays qui ont le mieux réussi leur développement depuis 60 ans se trouvent en Asie orientale. Or le Japon et la Corée ont confié leur politique économique à des juristes, Taiwan et la Chine à des ingénieurs. Si l'on considère les hauts fonctionnaires qui ont dirigé le relèvement économique, puis la modernisation de la France après la seconde guerre mondiale, l'observation est mixte : Jean Monnet était autodidacte et marchand de vin, François Bloch-Lainé était juriste, Pierre Massé et Claude Gruson étaient des économistes formés dans les écoles d'ingénieurs que nous chérissons. Contrairement aux pays anglo-saxons, la formation économique universitaire n'a eu aucune part dans l'essor économique de ces pays.

La vraie question est donc celle posée implicitement par Galbraith : à quoi sert la science économique ? Un citoyen raisonnable répondrait que c'est une science de la société. L'économie doit donc servir le bien commun, aider à comprendre et à soigner les maux de la société : à notre époque les inégalités sociales démesurées, la progression de la pauvreté, la divergence de richesse maximale entre les grandes régions du monde (en 1900 le ratio de PIB par tête moyen entre les US et la Chine était 6,5 en 2000 le ratio entre les US et l'Afrique subsaharienne était de 19), le chômage endémique, la destruction de l'environnement, la prévention des crises financières dévastatrices.

Il est clair que la plupart des économistes sont occupés à tout autre chose à notre époque. En Occident il s'agit essentiellement d'un discours de légitimation de la capture de la société par la finance au service d'une idéologie anglo-saxonne ultralibérale, qui ne s'est pas imposée partout au même degré sur le plan politique, mais qui règne sans partage sur le plan académique. Cette idéologie se dissimule sous une prétention scientifique. L'économie serait radicalement distincte des autres modes de représentation de la société parce qu'elle se nourrit de chiffres. Or il est clair que les fondements du discours économique dominant, rationalité illimitée et coordination parfaite des marchés, sont des dogmes qui échappent à la falsification poppérienne des paradigmes, non pas des hypothèses de science expérimentale. Car comment maintenir ce paradigme lorsqu'on vit une crise systémique globale ?

La prétention de l'économie à être la science reine selon le dogme idéologique ultralibéral est mise en cause d'une manière plus fondamentale encore. Toute réflexion sur la société, si elle se veut à la fois signifiante et utile ne peut échapper à la définition du bien commun. Elle implique nécessairement une position éthique explicite de la part des économistes. C'est au nom de l'éthique et pas de la vérité scientifique que les citoyens sont en droit de s'interroger sur les conflits d'intérêts dans lesquels baignent bien des économistes.

#### ► Les conséquences du théorème d'impossibilité d'Arrow

Le marché pur et parfait est une idéologie indifférente à tout régime politique parce qu'il évacue toute préoccupation de répartition des richesses. Cette idéalisation du marché a seulement besoin d'un ordre juridique pour définir et valider les droits de propriété et pour garantir la sécurité des transactions. Cependant il ne peut s'affranchir du problème du bien-être. Car comment légitimer un système économique s'il n'a pas pour finalité le bien être de la population ? Or le théorème d'impossibilité d'Arrow est l'un des plus importants de la « science économique » parce qu'il ruine l'attitude de tout économiste de bonne foi prétendant se dédouaner d'avoir un point de vue sur la justice sociale et de se conformer à ce point de vue ou de spécifier pourquoi il n'y souscrit pas dans son activité professionnelle (« *complain or explain* »).

Arrow a, en effet, démontré que dans une société démocratique reposant sur l'économie de marchés, il n'existe aucune procédure de choix social qui ne soit arbitraire au regard des conditions minimales de cohérence des choix. Cela résulte de l'impossibilité d'agrèger de manière incontestable des préférences individuelles hétérogènes dans une fonction de bien être social. C'est pourquoi les macro économistes préfèrent noyer le poisson dans des modèles d'équilibre général à agent unique représentatif.

Ce théorème n'a pas conduit les économistes dits «libéraux» à spécifier les conditions sociales qui pourraient les conduire sur la pente glissante d'avoir à choisir entre les types de sociétés reposant sur l'économie de marchés, mais régulant les marchés selon les principes éthiques dont elles se recommandent : une économie maximisant la richesse des riches sous prétexte de *trickle down* n'est pas la même chose qu'une économie sociale de marchés (ce que n'est plus l'Allemagne). Ils ont préféré l'indifférence aux problèmes de répartition en se réfugiant dans la «*nouvelle économie de bien-être*» qui s'en tient au critère de Pareto : une situation économique ne peut être proclamée supérieure à une autre que si elle accroît l'utilité d'au moins un individu sans détériorer celle des autres.

Cette position théorique est très confortable individuellement en ce qu'elle évite aux économistes de se prononcer sur les problèmes de répartition qui se posent en termes relatifs, comme sur les problèmes de pauvreté qui se posent en termes absolus. Mais elle est dangereuse collectivement, car elle fait tomber la «science économique» dans l'insignifiance ou dans la justification de l'injustice.

Pour surmonter cette impasse, il faut définir l'égalité de manière que la comparaison interpersonnelle soit possible. On ne saurait se réfugier dans la confiance au vote majoritaire pour instaurer une règle juste de partage du revenu national. Car il écrase les intérêts des minorités sous-représentées politiquement, comme le marché exclue ceux qui n'ont pas d'accès à la monnaie. On ne peut se contenter non plus de formules abstraites et creuses dont les politiciens sont friands: justice, liberté, droits de l'homme. Les individus sont insérés dans une société civile où ils ont de multiples appartenances collectives. Cela requiert une expertise collective sur les interdépendances sociales dans laquelle les économistes ont toute leur place. Mais cela signifie que *l'économie doit se reconnaître comme faisant partie des sciences sociales sans aucune prétention de suprématie*. Quels sont les principes théoriques sur lesquels s'appuyer pour insérer la pensée économique dans la société ?

#### ► Les dépassements par Rawls et Sen

Rawls pose le principe cardinal de l'accès aux ressources de base de la société : *les biens premiers*. Le développement d'une société se mesure à l'amélioration des conditions d'existence et aux opportunités de réalisation du potentiel humain des populations les plus désavantagées. On pourrait ajouter que c'est la contribution la plus haute à la progression des «droits de l'homme». Dans le monde en développement, tout ou presque des progrès enregistrés depuis 30 ans vient de la Chine qui a réussi à élever 400 millions de citoyens au dessus du seuil de pauvreté absolu défini par l'ONU. Cela n'empêche pas les intellectuels occidentaux, qui pérorent dans les salons

des pays où la pauvreté a énormément progressé, de s'adonner à leur sport préféré : le *China bashing*.

Ce que Rawls nous dit, c'est qu'il faut mesurer les inégalités à l'aune des ressources matérielles, éducatives et institutionnelles à la base des opportunités individuelles. Le revenu réel exprimé en PPA est un indicateur synthétique significatif du niveau de développement ; mais ce n'est pas le seul. Les biens premiers forment un ensemble beaucoup plus large pour juger des inégalités. Il faut y ajouter la qualité de la santé publique, l'éducation primaire, les libertés de base, les pouvoirs et prérogatives attachées aux fonctions sociales et les biens environnementaux.

Ainsi Rawls présuppose une égalité de principe qui dépend de ressources matérielles et institutionnelles pour déterminer quelles inégalités sont justifiables. Mais le principe lui-même est moral : la capacité à élaborer un projet de vie autonome. Amartya Sen reformule le cadre rawlsien en insistant sur l'observation directe des inégalités immédiates. Son programme, poursuivi par Esther Duflot, est d'analyser en quoi les inégalités handicapent les libertés réelles des personnes, sans présupposer ce qui est le socle de base de l'égalité et ce qui ne l'est pas.

Le concept clé de Sen est dynamique : les « *capabilities* ». Ce sont les libertés réelles d'accomplissement des personnes. Elles sont définies comme étant les capacités à transformer les ressources dont chacun dispose en liberté réelle de choisir et de réaliser le projet de vie que chacun a des raisons de valoriser. Ces transformations sont des fonctionnements qui font partie de l'existence des personnes. La gamme des fonctionnements qu'une personne peut réaliser au cours de sa vie est sa liberté réelle, c'est-à-dire sa *capability*. Sen ne s'en tient donc pas aux biens premiers. Il met l'accent sur les facteurs de conversion des ressources en réalisation de vie.

Ainsi l'égalité dans l'espace des biens premiers peut entraîner des inégalités sérieuses de réalisation des projets de vie en fonction des facteurs sociaux de conversion (discriminations ethniques, rôles sociaux sexués, relations de pouvoir). Mais tout économiste désireux d'œuvrer pour le bien commun devrait aller au-delà et montrer que les libertés réelles sont l'enjeu de contradictions ouvertes dans les sociétés capitalistes contemporaines dominées par la finance.

Or depuis 30 ans les libertés réelles ont reculé dans les pays dits développés, où les jeux de l'argent ont submergé les finalités sociales. Une liberté s'est imposée à l'encontre de toutes les autres, celle de la finance qui a subordonné la multiplicité des enjeux économiques à un seul : la rente maximale que la finance prélève sur l'économie et dont bénéficie une constellation de professions associées aux lobbies financiers, y compris un certain nombre d'économistes. Réfléchissons aux revenus et situations

sociales comparés d'une infirmière et d'un trader haute fréquence à l'aune de l'utilité sociale de leurs professions respectives du point de vue de la liberté réelle des individus bénéficiant de leurs services. On aura toutes les chances de penser que nos sociétés occidentales sont bien malades ! Mais alors, la tâche des économistes n'est-elle pas de contribuer à un débat citoyen pour pousser le politique à reprendre le commandement sur l'économie et pour dessiner une feuille de route vers le développement soutenable ?

► **Le développement soutenable comme horizon du XXI<sup>e</sup> siècle : transformations, révolutions**

Comme l'a montré Fernand Braudel, validant les intuitions et les démonstrations de Karl Marx dans son histoire monumentale du capitalisme, économie de marchés et capitalisme sont liés mais ne se confondent pas. Le capitalisme n'est pas un échange synallagmatique généralisé. C'est une force d'accumulation. Il est fondé sur des relations de pouvoir dans l'accès à la monnaie. L'inégalité est son essence. Il n'est pas auto-régulateur et ne converge vers aucun modèle idéal.

C'est aussi le cœur de la théorie générale de Keynes : les capitalistes sont ceux qui ont accès à la monnaie pour financer l'acquisition des moyens de production, les salariés sont ceux qui ont accès à la monnaie en louant leurs capacités de travail. C'est pourquoi la comptabilité d'entreprise continue à ne pas compter ces capacités (appelées métaphoriquement « capital humain » comme du capital). Cette comptabilité est construite sur la valorisation de la relation de base du capitalisme, pas sur celle du bien commun de la nation. Cependant Keynes pensait que cette force pouvait être mise au service du progrès social si elle était soumise à une régulation sous le contrôle d'institutions émanant de la démocratie politique. C'est, en effet, ce qui s'est produit pendant une phase historique selon le modèle dit du fordisme. Les économistes de ce temps là ont contribué au bien commun en forgeant et en appliquant les outils de la régulation publique. Ce modèle fait partie de l'histoire. Il s'est délité dans les 30 dernières années.

La crise du capitalisme en ce début de siècle est très dangereuse. On ne peut la combattre efficacement que par une démarche venant de la société civile et revendiquant l'expansion des libertés réelles au sens de Sen. Cette démarche conduit à penser équité et efficacité de manière complémentaire plutôt que conflictuelle. Elle implique d'investir à la fois dans les capacités de base des individus (éducation et santé), mais aussi dans l'environnement (conservation et renouvellement du capital naturel, limitation du et adaptation au changement climatique) et dans les institutions (lutte sans relâche contre les discriminations de genre, d'âge et d'ethnie, pressions pour une mutation de la gouvernance des entreprises en direction de l'inclusion des parties prenantes dans des structures hiérarchiques plates).

## 20. À quoi servent les économistes ?

Réorienter le capitalisme dans le sens ainsi défini implique une transition immense du régime de croissance sur plusieurs décennies, mettant un terme à la financiarisation des 30 dernières années. Il faut que s'affirment des Etats stratégiques et une gouvernance capable de coordination pour produire et conserver les biens publics de la planète. Il faut donc une conception macro économique du développement soutenable pour rendre cohérente les multiples politiques à conduire. Dans cette perspective les économistes pourraient peut-être enfin servir à quelque chose.

## Economists as Priests?

**Tomáš Sedláček**

CSOB Bank

The economist is expected to predict the future. This is not expected from any other social science; you do not expect your doctor to tell you when you will get a cancer, your sociologist to tell you when racism will end in the Czech Republic, or your lawyers to tell you what a court will decide. However, economists, perhaps self-indulgently, and this was one of our biggest mistakes for which we should have been rightfully punished, have pretended to be prophets.

Just because we cannot see the future and will never be able to so, does not mean we are useless. We are very useful as priests; for a long time we have been trying to import ethics into economics. My claim is that it already has ethics, but that we do not talk about it. The body of economics tells you what to do, quite literally; it disallows you from being normative towards it, but it is normative backwards, so to speak. It tells you the value of things, and, going all the way to the extremes, it tells you that Coke is cheaper than milk –the value of things. It tells you what to believe, for example it tells you to be rational, which is something different from what the classical priest tells us. Artists tell us to follow our hearts, whatever that means, but definitely not to be rational.

We economists tell you to maximize your utility, which is a huge philosophical and ethical standpoint. Utilitarianism is a philosophical and ethical school, we have taken it into economics, and without any proper discourse, are propagating it onwards. We are giving people a purpose in life. We are telling you about the golden age; Keynes talks about it, so does John Stuart Mill. This was the topic of classical economics, what the steady state would be; it was the topic of Thomas Malthus, of Keynes in *The Economic Possibilities of our Grandchildren*, and infamously of John Stuart Mill.

► **Running at full speed up against the wall**

Let me finish my very brief exhortation with the identification of a complete misdiagnosis of the situation we are in. The common diagnosis that you hear today is that the economy is depressed. This is medical terminology; depression is a psychiatric or psychological illness with which we diagnose the economy. This is a fundamental misdiagnosis: the economy is not depressed but manically depressed. We suffer, if anything, from bipolar disorder. The economy has a tendency to overdo happy moods in the form of mania and bad moods in the form of depression. It is important to know that suicides happen at both ends, and our crisis is a typical mania-driven one. It was not that GDP slowed down first, we had high levels of unemployment in America, competition was going down; no, it was a beautiful day today in the economic world, there was not a cloud in the sky, and it was what I call a full-throttle bankruptcy. We were running at full speed up against the wall.

Looking at the characteristics of a person in the manic stages of bipolar disorder, that person has an extremely rosy image of the present and the future, and this is what Alan Greenspan was credited with, inventing the end of the boom-and-bust economy. *This Time it will be Different* is a beautiful book, and it is not a problem of not having enough data. We have all the data in the world.

The second characteristic is that these people spend much more money than they can afford, and one does not need to go into that.

The third characteristic is important and interesting, at least for me: these people are extremely efficient, extremely hardworking, and extremely productive. They work 24/7, and most artists that suffer from this illness produce most of their work during these times. This is exactly our problem. This is the role that economists should play. The role of an economist is not to increase GDP; the role of an economist is to decrease the amplitude of the business cycle –if there is one– which means decreasing GDP growth in the manic times.

The problem is that we have run out of this beautiful resource called debt, and this is the thing about economists I always found entertaining. Let me give you two examples of this beautiful thing called GDP. Were I to borrow EUR1 million, anyone would be foolish to call me EUR1 million richer, because everyone knows the difference between owing and owning. However, if the government takes exactly the same step, for example, if the US Government takes on a debt of 7% of GDP, and in that same year it grows 3%, everybody applauds the fact that we are 3% richer. Therefore, the biggest problem, in my reading of the situation, does not lie in the depression but in the manias. It is like treating an alcoholic: the problem



*Economists as Priests?*

with an alcoholic is not the hangovers, but the excessive usage of alcohol the night before, so even if you come up with a perfect cure for depressions, if you come up with the perfect pill to get rid of headaches in the morning, it will not solve the alcoholic's problem, on the contrary it will make it worse.

I will say something shocking. I believe in the invisible hand, but not that of the market, that of society. When markets fail, politics come to support them, as in 2008, so that the whole society does not crash. Why have we "fetishized" the collective role of politicians, philosophers, artists, shoemakers, and so on –*Fachidioten*? This is exactly what has happened to us. We live now in the society of *Fachidioten*, and we trust ourselves.

## Impasse, pair et manque ?

**José Cordoba**

Anesco

Il est difficile de parler des économistes en général. Il y a des théoriciens et des praticiens. Il y en a des bons et des mauvais. Je crois qu'il vaut mieux parler de l'économie. De quelles dérives parlons-nous ? Des dérives théoriques ou des dérives pratiques ? Concernant les dérives théoriques, il y a beaucoup de critiques sur la théorie des finances. L'ingénierie financière traditionnelle repose sur deux grandes hypothèses, à savoir l'efficacité des marchés et la continuité des prix. L'efficacité des marchés, cela consiste à dire que les prix reflètent un épuisement des possibilités d'arbitrage, qu'ils incorporent donc toute l'information disponible, et qu'ils sont des martingales. Beaucoup croient que la croyance erronée en l'efficacité des marchés serait la cause de la crise financière. Je ne sais pas si c'est une hypothèse vraie ou une hypothèse fautive, mais je crois que c'est une hypothèse utile au niveau heuristique. Pourquoi ?

On sait qu'une martingale continue suit une distribution normale. À partir de cela, l'ingénierie financière traditionnelle construit des formules explicites que les traders peuvent utiliser. Le problème que l'on connaît est que les séries des prix des actifs financiers montrent de longues périodes de stabilité suivies de courts épisodes d'extrêmes discontinuité. Nassim Taleb a très bien montré que quelques heures de turbulences peuvent mettre à mal des années de sérénité. Ce n'est évidemment pas un comportement gaussien. Que faire ?

Je crois qu'il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Il suffit théoriquement de rejeter l'une des deux hypothèses. Laquelle ? Efficacité des marchés ou continuité des prix ? Je pense qu'il faut garder la seconde. Travailler avec des martingales discontinues, au niveau théorique, c'est plus difficile. C'est beaucoup moins pratique, mais c'est plus satisfaisant et plus

solide. Que des traders ne comprennent pas les techniques qu'ils utilisent, sans doute. Mais ce n'est pas là une dérive de la théorie.

► **Dérives pratiques**

On répète que les économistes ne servent à rien, parce qu'ils n'ont pas prévu la crise économique. Oui, il est vrai que les grands décideurs ont été pris de court. Mais s'ils avaient pu prévoir la crise, celle-ci n'aurait pas eu lieu. On ne connaît pas les crises évitées. Par exemple, l'effondrement évité de l'industrie financière américaine. Il est vrai que le pouvoir de prédiction de l'économie est très limité et que l'on ne pourra jamais éviter les crises. Mais la grande erreur d'Alan Greenspan, je crois, est d'avoir crû que son rôle se limitait au contrôle de l'inflation, et que les marchés réguleraient d'eux-mêmes le prix des actifs financiers. Il n'a pas vu les effets pervers de l'incitation à la prise de risque.

► **Que faire ?**

Je crois que la solution consiste à construire une bonne régulation. Comment y parvenir ? Ce n'est pas avec de grands discours un peu vides sur les dérives de la finance, mais avec rigueur et humilité travailler à partir de grandes leçons de l'expérience et de la théorie économique.

## L'illusion de la maîtrise

**Christopher Potts**

Kepler Cheuvreux

Je suis censé être un économiste pratiquant. Cette étiquette décrit très mal ce que j'ai fait avant de devenir économiste et assez mal ce que je fais aujourd'hui. En deux mots, je suis devenu économiste à cause d'une règle que j'ai fini par suivre. Cela remonte à ma première expérience professionnelle, il y a très très longtemps. Avant les PC, les i-phones, les blackberry, on n'avait même pas le droit de taper ses textes directement. On devait les remettre aux secrétaires. Notre principal outil était la calculatrice. J'étais donc très jeune, mais très content, car j'avais réussi, durant mes études, à attirer l'attention d'une société américaine de conseil aux entreprises, qui m'a embauché. C'était très cool d'être chercheur, mais je me suis ravisé assez rapidement pour une raison très simple. Pendant les absences de mes seniors, les secrétaires avaient pris l'habitude de frapper à la porte du bureau, et c'était à chaque fois le même refrain : «j'ai un client au téléphone qui veut parler à un économiste.» Les clients ne voulaient pas parler à un chercheur, mais à un économiste.

J'ai très vite compris, et je suis devenu économiste, me conformant donc à la règle de base de l'offre et de la demande. Toute une génération a suivi cette même règle, et dans ma trajectoire professionnelle, par la suite, j'ai suivi le parcours de toute une génération. J'ai donc travaillé dans le consulting. Je suis passé par l'enseignement. J'ai eu un passage dans le pétrole. Mais j'ai atterri enfin dans l'industrie de la finance moderne.

### ► Une génération

Dans les 25 dernières années, on a connu l'essor. Toute une génération a répondu à la demande. Nous vivons dans une société qui a besoin de règles, qui a besoin de justifications, qui a besoin de pronostics. Il y aura

### *L'illusion de la maîtrise*

toujours quelqu'un pour répondre à la demande, que ce soit un économiste ou un prophète. Mais l'industrie de la finance moderne a une particularité qui illustre parfaitement une règle existentielle. Cette industrie se définit par l'illusion de la maîtrise. Je pense que c'est le cœur du sujet. Quelles que soient votre intelligence ou vos compétences, vous n'en avez pas pour autant la maîtrise de l'avenir. C'est une règle de base. Je pense qu'il y a bien un débat à propos des économistes; un malaise même qui va jusqu'à l'antagonisme à l'égard de certains d'entre nous, parce qu'une partie de nos confrères n'a pas su garder suffisamment de distance vis-à-vis de cette industrie et vis-à-vis de cette illusion de la maîtrise. C'est une règle très simple, et les événements de ces dernières années ont fait que les économistes ont perdu une partie de leur âme, ou du moins, et c'est une certitude, une partie de leur crédibilité, parce qu'ils n'ont pas su garder suffisamment de distance vis-à-vis de ce principe. Le principe est que la compétence et l'intelligence ne vous donnent pas la maîtrise. C'est aussi simple que ça.

## What are economists good for?

**Maxime Jadot**

BNP Paribas Fortis

“Give me a one-handed economist!” A quote attributed to the late US president Harry Truman. He complained about the fact that economists always replied to his questions using the typical “on the one hand..., on the other hand...”. They always listed all the possible options without coming with one definitive answer to a problem at hand. Why is this the case for economists? Why don’t people make the same joke about two-handed doctors, two-handed chemists or two-handed rocket scientists? Why do all of them seem to have a one-handed answer in store whilst seeming to lack the economist’s genetic uncertainty or duality? The reason is that economics is not an exact science. It is not governed by fundamental laws like for example physics or chemistry. A scientist who sees water boiling will be able to tell the temperature is exactly 100 degrees centigrade. No “on the one hand, on the other hand”. Fundamental laws and unvarying rules govern the exact sciences. An economist operates in an inherently uncertain environment. The forecasts he makes about growth rates, debt levels or interest rates are governed by a multitude of uncertainties and varying factors. Whether economic growth will speed up or slow down depends amongst others on the actions of dozens of central banks, numerous government decisions, the confidence for the future of millions of consumers, the investment and hiring decisions of corporates, the credibility of politics, animal spirits on financial markets and even unforeseen events like terrorism, natural catastrophes or election outcomes.

The economist’s toolkit is not only incomplete, it is also made up of relationships, which are not necessarily stable over time. That obviously makes it much harder for an economist to accurately forecast future events. Not only does he have much more “unknowns” to take into account, he has to be well-versed in a number of fields. He needs to have an idea about the

expected developments of demography, politics, fiscal policy-making, the labour market, financial markets, interest rate behavior, the central bank's reaction as well as cross-country or cross-sector spillovers. Making decent economic forecasts therefore has more to do with managing the uncertainty of a gigantic tree of outcome distributions than with making accurate point forecasts.

In a world, which is governed by uncertainty there is hardly any use for point forecasts. The analysis of extreme scenarios and the testing of hypotheses and key variables for the impact of these extreme scenarios therefore is of the utmost importance. A lot of businesses –including finance, banking or insurance– have been used to seeing their environment as a simple set of variables which tend to evolve in a linear fashion: interest rates, consumer confidence, stock markets, inflation or economic growth. All these variables are expected to behave in a normal fashion: either follow a steady trend or be mean-reverting. The past couple of years have shown us that this assumption has been proven false: reality behaves erratically, unexpectedly and in ways that were not anticipated. Stress to business models or balance sheets comes in forms we didn't expect and from corners we didn't expect it to come from.

For the moment the individual uncertainty regarding economic growth, regarding monetary stability, regarding the institutional outlook for the Eurozone, regarding the new regulatory landscape or regarding the effect of low growth on political stability is already very high. In these uncertain times all these individual uncertainties have a tendency to multiply. In those circumstances economists are called upon to shed light on what the future may hold. Before the financial and economic crisis the main regulatory, economic, financial and monetary variables were relatively stable. Forecasting seemed to be quite easy: 2% growth, 2% inflation and 4% long bond yields was a safe bet. Although economists should have been concerned with emphasizing risk scenarios, most of them were more occupied with trying to keep their forecasts as close as possible to consensus forecasts. The consensus was a safe place to be.

Right now there does not seem to be a common set of economic or financial relationships, let alone a stable consensus. This is truly unknown territory for economists. The "good times" before the financial and economic crisis were "bad times" for the creativity of economists. They tended to cling to the consensus rather than think out of the box about what could go wrong. Everybody assumed interest rates to always be low and stable. Everybody assumed the Eurozone to always keep functioning well. Everybody assumed house prices always to rise. Everybody assumed recessions would always be countered by an expansionary fiscal policy. All these beliefs and assumptions have now been seriously shaken.

## 20. À quoi servent les économistes ?

This also explains the violent exchanges in the “austerity versus stimulus” debate. Whereas the debate over the size as well as the role of government is usually fought in the political arena, right now economists are being implicated too. The recent controversy over the results of the “Reinhart and Rogoff” hypothesis shows that this is not just about economics anymore: it is about politics as well. One school of thought states that austerity will boost growth through the channel of lower interest rates and higher confidence. The other school of thought claims that austerity will weigh on economic growth, will destroy confidence and undermine the austerity effort itself. This is the best illustration of the impossibility of having a “one-handed economist”. Economists therefore should not attempt to be one-handed. They should realize that they are two-handed by nature. Their tendency to give multiple scenarios, analyze multiple outcomes and emphasize risk scenarios is their main strength. Their ability to look at multiple sides of a problem is their strength, not a weakness. The late president Truman should have been happy with his two-handed economists. We need more of them.



# The Time when Economists Should Have Spoken Louder

**Lars Heikensten**

Nobel foundation

I should start by underlining that I am speaking here today more as someone who was involved in economic policy in Sweden during the last 20-25 years as director of the Nobel Foundation. However, I do have some experience of policy systems, and approaching your question quite directly, I can say that in the crisis we had in the early 1990s, it is safe to say that no one discussed in advance what would happen. There was no debate, in that sense, there was no knowledge, and when I say no one, I really mean no one. No one perceived we could have a crisis in the property sector that would eventually lead to a banking crisis, which, in turn would lead to a deep economic crisis.

Yet we did know all the time, because there was a book by Irving Fisher four or five decades ago that described the whole process. Looking at what is happening in Europe now, I would claim that almost all the problems we have now we actually knew about in advance. I was at the table in Frankfurt, in Brussels, in Washington, and I discussed the Irish credit bubble as well as the problems of the Spanish housing sector as early as 2000. I discussed the competitiveness problems in Italy and Portugal. I even pushed for financial management crisis systems in Europe together with my Finnish colleague, and we did that because we had gone through a crisis.

This time it is different. That was the attitude that people took. It is also important to underline that it was not primarily a matter of negligence. It was not only that we did not know our history, or that in general people did not want to act. It is important to know that as long as the music was playing, a lot of people earned a great deal on what was going on, and some

people earned really a lot. For example, I can remember these very famous meetings in Jackson Hole, the Federal Reserve organizes in August every year. The Indian economist Raghuram Rajan had written an excellent article in 2005 in which he raised many of the issues that played out 7-8 years later, and he was cut totally down by the American policy establishment; they did not even want to discuss it. We know now that Larry Summers tried to stop the American regulatory agencies from looking more closely at some of the markets that later exploded. You might remember that Gordon Brown, the prime minister of a Labor government, tried to stop the governor of the central bank, and governors are not usually the most radical people –I know because I was one– when he tried to raise serious issues on how a banking system should be organized. This was because he feared the possible consequences for the City of London.

Therefore, interest played a very substantial role in where we ended up; having said that, I should also say that economists bear some responsibility, but not as much as people generally think. Economists did not understand the functioning of the new subprime market and the credit default market in America very well; it was not quite understood how risks were distributed in the system. That of course is where the crisis started. Therefore, you have to look closer at systemic aspects, at the integration between macroeconomics and financial economics.

However, economists were even more at fault when they did not speak up loudly enough when policymakers and policy people used some of the methodological ideas, such as rational expectations, efficient markets, etc., as though they were giving a reasonable picture of the economy. This was not the case. Rational expectations, efficient markets and the like make sense from a methodological point of view and are good benchmarks, but if you believe that this is how the world works, you are in for trouble. On that very point, economists should have been clearer, in my opinion, and that is a responsibility we have to take.

## Japanese Economists and Deflation

**Rintaro Tamaki**

OECD

Why were Japanese economists not useful in policy formation to address long-standing deflation? It is a question that is never raised in the Japanese context, perhaps for two reasons, firstly because the influence of economists is very limited. I do not know why, but government economists are more influential. However, looking at current policy formation in Tokyo, we have no responsible chief economist position at all, and everything is a political decision. There are many good economists in the universities, but the link between academics and government policy formation is non-existent.

Secondly, in the course of a 15-year-long deflation, economists could not agree on a remedy for how to address it. Some said, as did the BOJ governor, that it was a purely monetary affair, so we should inject as much money as possible, but others said that it was not a monetary affair but that it was about the entry of the Chinese and East European labor forces on global markets, or the gap between demand and supply. Some said that this was a demographic matter, and others said that it was a failure of the Ministry of Finance's exchange rate policy. They never agreed at all.

However, deflation is not a unique phenomenon in Japanese history; 80 years ago we had a serious deflation period after the 1930s recession, and Finance Minister Takahashi came in and made the bold decision to depart from the gold standard. The outcome was the sharp decline of the currency rate, a booming export sector, and growth in corporate profits, but it also created a huge disparity in the society. We cannot evaluate his achievement quite correctly, because this social tension led to a surge in military power, and Takahashi was assassinated by the militants a few years later. Therefore, that experiment by the Finance Minister is still inconclusive to us.

*20. À quoi servent les économistes ?*

Hence there are two reasons why economists cannot affect government policy in addressing deflation, but this time the Prime Minister took quite a bold decision. I strongly support his decision, but this is to be understood as a political campaign on his part.

## Échanges

**Philippe Escande**, *Le Monde*

Tomáš Sedláček, vous dites qu'il faut revenir à l'économie comme branche de la philosophie morale. José Cordoba, pouvez-vous nous dire si vous pensez que l'économiste doit être un spécialiste des sciences humaines, ou de l'écologie.

**José Cordoba**

Je crois que l'économie est un savoir. Mais il ne faut pas fantasmer. Une théorie n'est pas vraie parce qu'elle dévoile la réalité telle qu'elle est. Une théorie est un système conceptuel plus ou moins utile pour comprendre le monde. Quand on a des exigences ou des espérances trop grandes par rapport à ce que l'économie peut donner, on est déçu et on cherche des solutions ou des réponses aux questions que l'on se pose dans d'autres domaines comme la philosophie, la psychologie, la biologie et les sciences neurologiques.

Mon expérience personnelle me fait dire que, lorsqu'on cherche ailleurs les réponses que l'on ne trouve pas dans la théorie économique, on trouve des idées prometteuses, mais dont on s'aperçoit qu'elles ne débouchent sur rien ou presque. La théorie économique n'est pas unifiée. Certains domaines, les plus étroits, sont élaborés, tandis que les plus larges restent précaires. Plus on resserre l'objet de l'étude, plus la compréhension augmente, et vice versa. Donc à la limite, l'économie, c'est tout sur rien, et rien sur tout. Mais cela est un peu l'aune de toutes les sciences.

Je crois que l'aspect le plus dur de l'économie, c'est la théorie des jeux. Qu'est-ce que la théorie des jeux ? C'est l'étude de l'interaction stratégique entre individus, avec l'hypothèse de rationalité. Qu'est-ce que la rationalité ? On suppose que les agents maximisent leur intérêt en fonction de l'information disponible. Je ne sais pas s'ils agissent ainsi ou non, mais c'est une hypothèse utile pour comprendre les choses. Un exemple très bref : la théorie des enchères. Il s'agit de répondre à une proposition d'achat. Chacun met son offre dans une enveloppe. L'offre la plus élevée gagne, mais elle paye le prix de la seconde.

## 20. À quoi servent les économistes ?

C'est contre-intuitif. Les gens disaient que cela faisait perdre de l'argent. Mais cela a fonctionné. Les gouvernements utilisent cette hypothèse pour gérer le spectre électromagnétique, EDF pour vendre des blocs d'énergie, et Internet pour harmoniser le concert des marchés virtuels. Si l'on croit que l'économie va donner des réponses qu'elle ne peut pas donner, elle déçoit et on cherche ailleurs...

### **Philippe Escande**

On attend trop des économistes. Christopher Potts, est-ce votre avis ?

### **Christopher Potts**

Revenons à l'idée qu'il existe des règles simples et des solutions simples. C'est ce qu'on lit tous les jours dans la presse intelligente. En réalité, il y a des choix. Et l'économie est une formidable boîte à outils pour nous aider à aborder ces choix sans excès de sentiments et sans excès d'incohérences. À cet égard, je pense que les idées économiques sont essentielles.

### **Philippe Escande**

Maxime Jadot, dressez-nous un peu le portrait-robot de l'économiste idéal pour vous.

### **Maxime Jadot**

Je constate que les économistes ont encore beaucoup à raconter. Je pense que les économistes ont toute leur valeur dans la recherche et dans l'analyse, dans l'histoire et dans la partie mathématique économique. Cela peut servir énormément à ceux qui ne sont pas économistes pour aider à la prise de décision même si comme je l'ai dit tout à l'heure, cette prise de décision doit bien entendu se faire avec d'autres éléments, et par définition par des gens qui prennent des risques sur les éléments d'information qu'on leur a donnés.

### **Philippe Escande**

Monsieur Heikenstein, faut-il que les économistes soient plus moraux ?

### **Lars Heikenstein**

*I try to approach the issue of how we can make economists more efficient in a very practical way, and I think that one area where we can do quite a bit is to help the public draw conclusions about how other people are doing things in other countries. We often hear that our political cultures are different, and they are, but fundamentally there are many similarities and a lot to learn.*

*Another point would be that economists can contribute much more in designing systems than they can in making forecasts. We can rarely forecast which way the world is going to go, but we can say meaningful things about how to design systems, set up monetary policy and budget rules, and build robust*

systems. That is extremely important, and for the financial sector absolutely essential. There we have a contribution, and we know quite a bit about incentives and about macroeconomics. This would apply to many areas such as pension systems, unemployment systems, etc., where we could make things better.

When we think about how to design systems, we should put a high priority on transparency. Generally speaking, central and southern Europe are not good on this. Your societies, in my opinion, need much more transparency. When you read about what happened in Greece and Italy with their budgets before going into the EMU and so on, you see things that you should have seen a long time ago. Transparency is a good corrective, and it is linked to well-functioning political systems; the more transparency you have, the greater the chance that the politicians can do their job with people asking the right questions.

My fourth point is a very general one, but it is very useful to integrate academics into businesses, very much like Le Cercle des économistes tries to do, and it could be done systematically. You could have things like a fiscal policy council, which some countries now have, you could have expert groups on public economics, like my country now has, financed by the government, but with a very independent agenda, asked to analyze issues that these economists believe will be important in the long term. Some of them become policy after two years, and many have become policy after ten years. Some of them have not become policy, but nevertheless, you get the right things on the agenda in good time, you get a debate going, and you also create a pool of people who can move between academia and policymaking. Those would be my four concrete points.

### **Philippe Escande**

Mr Tamaki, the OECD worked on the role of economists and how to improve it. What is your advice or what are your conclusions?

### **Rintaro Tamaki**

The OECD is not just a group of economic advisers. We provide public policy advisers for policymakers. We urgently need to know what economics can tell us about how to achieve strong and sustainable growth in the coming years, and for that purpose the OECD launched an entirely new organisation-wide project, "New Approaches to the Economic Challenge". NAEC identified five main gaps: too much attention was paid to the economic sector; secondly, too much faith was invested in the ability of the markets to self-correct and remain in equilibrium; thirdly, inter-linkage and complexity resulting in increasing integration of the global economy and financial systems were underestimated; fourthly, underlying social structures and pressures were ignored in macroeconomic analysis, for example disparities and inequality; finally, risks were generally underestimated, and there was a failure to communicate the possibility of severe events to market.

## 20. À quoi servent les économistes ?

*Therefore, on that basis, we are undertaking a new project to provide more interlinked policy advice, for example, interlinkages between economic and environmental policy.*

**Florian Bercault**, lauréat du concours «*Inventez 2020*»

Je poserai deux questions : ne faudrait-il pas que les économistes dialoguent avec les autres disciplines afin d'avoir une pensée plus trans-disciplinaire ? Le deuxième écueil à éviter est-il la politisation des économistes ? Je pense au rôle que jouent certains auprès des partis politiques

**Michel Aglietta**

Je n'ai parlé que de cela, que du dialogue avec les autres disciplines. C'est vraiment l'essentiel. Mais nous n'avons absolument pas les mesures qu'il faut pour cela. Il faut penser qu'aujourd'hui, nous mesurons comme capital à peine le tiers de ce qu'est le vrai capital, de ce qui fait fonctionner la croissance et les sociétés. On ne mesure pas le capital immatériel. On ne mesure pas le capital naturel. On ne mesure pas la bonne gouvernance du capital. Il est donc évident que les critères de performance que nous utilisons ne permettent absolument pas de guider l'économie en effet vers ce qu'il faut, c'est-à-dire vers la constitution de systèmes de régulation robustes. On ne peut pas le faire aujourd'hui. On ne peut pas le faire puisque l'on oublie complètement l'interaction de l'économie avec le reste, ce qui est crucial, à savoir la société et la nature.

**Claire Waysand**

Avant de conclure, je dirais que je n'ai pas l'impression que les économistes jouent en France un rôle central dans le débat politique.

Sur l'interaction avec les autres disciplines, je crois que les économistes ont bien conscience que la science économique doit prendre en compte d'autres préoccupations qui ne soient pas justes, pour reprendre les termes de Michel Aglietta, une vision utilitariste et la maximisation de l'utilité pour un consommateur représentatif. Je crois que nous avons dépassé ce stade, et de loin. Il y a sans doute encore des efforts à faire. Mais l'idée que nous prenons en compte les effets redistributifs des politiques économiques, que nous prenons en compte les effets environnementaux, c'est évidemment indispensable, et cela fait partie du métier de l'économiste.

J'aurais envie de dire que l'économiste n'est ni omniscient ni omnipotent. Je crois que la conclusion de notre table ronde est un peu ce qui a été dit par Christopher Potts. Il ne faut ni excès de prétention, ni excès de défiance. L'économiste est utile. Il faut qu'il ait conscience de ses limites, et qu'il les fasse reculer.